



Communiqué de presse

071/24

Montreuil, le 13 novembre 2024

1^{ères} journées nationales des GHT ou comment accélérer la casse des hôpitaux.

L'ensemble de l'establishment hospitalier est convié aux 1^{ères} journées nationales des GHT à Lille, les 14 et 15 novembre. Comme Santexpo, cette nouvelle initiative de la FHF va favoriser l'entre-soi aux frais du contribuable. La CGT sera présente devant la salle pour accueillir les participants et exprimer ses revendications.

Cette initiative de la FHF est présentée comme une formation et pose comme objectif de: s'interroger sur la genèse, la réalité et les attentes des GHT et du projet médico-soignant partagé, ainsi que faire le point sur les éléments le structurant, découvrir des outils efficaces, intégrer la recherche, l'innovation et le développement dans les territoires. En sous-titre: on ne peut pas faire autrement, ne remettons pas en cause le système, continuer le transfert des compétences plutôt que de former et d'embaucher, arrêter de demander des moyens et remplir des tableaux Excel, s'attaquer à la recherche fondamentale et confier les budgets recherches aux industries.

Issus de la loi du 26 janvier 2016 prétendant « moderniser » le système de Santé, les Groupements Hospitaliers de Territoires (GHT) sont des outils pour fusionner des hôpitaux avec un hôpital support qui vampirise les hôpitaux de proximités pour accélérer leurs fermetures. La logique est financière avec un mode de calcul simple: 1 plus 1 doit toujours faire moins que 2.

Entre d'autres transformations recherchées, la mutualisation des fonctions RH a poussé à l'époque l'association pour le développement des ressources humaines des établissements sanitaires et sociaux (ADRHESS) a qualifié cette réforme « à haut risque social ». Ainsi, la rationalisation des effectifs, le développement de la mobilité des personnels, la diminution des coûts de fonctionnement par la mutualisation des moyens, notamment des fonctions supports (administratifs, logistiques et techniques) est à l'ordre du jour.

Il s'agit aussi de confier aux médecins chefs de pôles des missions administratives et de gestions pour les impliquer dans la logique économique de réduction des coûts. Alors que nous manquons de médecins pour soigner les patients, les stériliser dans ces tâches de direction est une aberration.

Il s'agit par ailleurs de mettre les pôles en concurrence pour l'attribution des moyens dans une logique de classements sur des critères strictement financiers dans un contexte de restriction budgétaire mortifère.

La CGT exige le maintien de l'autonomie des hôpitaux avec le maintien des structures de direction et de démocratie sociale au niveau de chaque établissement. Elle dit non aux fusions administratives et oui aux coopérations permettant de maintenir et d'élargir l'offre de soins dans les territoires.

Il s'agit aujourd'hui d'être à la hauteur des enjeux d'une politique globale de couverture des besoins de la population et d'amélioration des conditions de travail grâce au développement d'un grand service public de santé et d'action sociale.